

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 19-20 • 8 MAI 2015 • CHF 3.-

1er Mai: sous les averses, un flot de critiques et de revendications politiques et syndicales pages 6 & 7



Débat: pour les jeunes POP, les transports publics gratuits, ça vaut le coût! page 5



Le foot redonne le sourire à un quartier lausannois autrefois stigmatisé page 5

Multinationales et malbouffe pour nourrir notre planète?

EXPOSITION UNIVERSELLE • L'Expo 2015 de Milan, en Italie, a ouvert ses portes le 1er mai. Autour du thème «Nourrir la planète - Energie pour la vie», elle fait la part belle aux multinationales. Depuis des mois et après de nombreux scandales, la situation est dénoncée par le Collectif No Expo. Reportage.

Il fait gris, très gris même aujourd'hui à Milan. La pluie est annoncée pour cet après-midi. Je suis prévenue, le site de l'Expo 2015 n'est pas terminé et en plus il est venteux, pulls et imperméables sont donc de mise! Contrôles de sécurité avec portiques comme dans les aéroports, une foule d'agents, beaucoup de stress de part et d'autre, pourvu que mon badge fonctionne. J'y suis! Effectivement, la première impression est que cela n'est pas prêt. Camions poubelles, balais-brosses et agents de nettoyage s'affairent autour de tas de gravats. Tout le monde le sait, le chantier est en retard et certains pavillons ne sont pas encore terminés. Après des scandales de corruption, l'interférence de la Mafia, avec qui les responsables de pavillon ont dû accepter ou décliner de collaborer – de façon officielle –, ce sont les nouveaux badges des personnes qui travaillent sur le site qui n'ont pas tous été distribués. Pour Joseph, qui a déjà officié sur plusieurs expositions universelles, celle-ci est de loin «la pire. On n'a jamais vu une telle organisation, on écoutait nos demandes et puis rien ne se passait. On voulait nous faire payer 3 fois plus cher pour tout, on ne nous a pas laissé le choix que de nous débrouiller.» Par exemple, chaque pavillon devait avoir une surface d'espace vert équivalente à 50% de sa surface totale. «Alors, tout le monde plante et puis on nous explique qu'il n'y a pas d'eau». Et en effet, les plantes l'ont eu un peu dur jusqu'à son arrivée.

Pourtant, malgré les scandales, les contestations et le mauvais temps (il pleut maintenant des trombes d'eau!), le public est au rendez-vous et le «Decumano», allée principale de l'exposition, rebaptisé «World Avenue», se remplit de familles, d'hommes d'affaires, de journalistes, de visiteurs de prestige comme Matteo Renzi et de personnes en costumes traditionnels.



Contraste: alors que trois milliards ont été investis autour du thème «nourrir la planète», dans les rues de Milan, on mendie à l'aide de gobelets de l'exposition.

Un «supermarché responsable»

Commençons donc cette découverte. Au hasard, mes pas se dirigent vers le pavillon suisse qui a tant défrayé la chronique. Quatre tours représentant des silos contenant chacune une pièce tapissée du sol au plafond sur un thème: le café, les pommes, le sel et l'eau, qui représentent la Confédération au niveau alimentaire sur le plan international.

Le jeune homme qui accueille les visiteurs annonce que nous sommes dans un «supermarché responsable», c'est-à-dire que, «comme au supermarché», tout un chacun peut prendre ce qu'il souhaite, sauf qu'ici c'est gratuit. On nous demande toutefois d'être attentifs au fait qu'il faut prendre selon ses besoins car les bacs ne seront pas alimentés et si tout le monde prend trop, certaines personnes n'auront rien. Le principe n'est pas idiot, mais est-ce que ça marche? Dans la première pièce, ce sont des dosettes de Nescafé qui sont exhibées, personne ne se remplit les poches, viennent ensuite des tranches de pommes séchées sous

cellophane, là encore ce n'est pas la ruée. Par contre, les petits cubes bleus au logo de l'Expo sur lesquels il est écrit «Sel», sont nettement plus tentants, et les poches se remplissent. Le sel appelant l'eau, tout le monde, en arrivant dans la pièce consacrée à cet élément, prend un gobelet en plastique et boit avidement. D'autres en profitent pour remplir leurs bouteilles plastiques et je constate que le concept du partage semble avoir disparu des écrans radars. Est-ce parce que l'eau nous est vitale ou parce que la recommandation de modération est sortie de la tête des visiteurs? Pourtant, un panneau indique clairement le décompte des litres, gobelet après gobelet.

Je continue la visite et me dirige vers l'exposition «Good food, good life» organisée par Nestlé. Des panneaux interactifs commencent par expliquer que les deux premières années de la vie conditionnent la relation des êtres humains à la nourriture. Des jeux interactifs vous «apprennent» comment équilibrer

vos assiettes et que pour être en forme il faut faire du sport, boire plus d'un litre et demi d'eau par jour et manger des fruits et des légumes. Que de révélations! Je suis contente d'être venue. Je m'inscris à la gym dès mon retour! A la sortie, je m'interroge quand même sur la crédibilité de ce grand groupe qui, me semble-t-il, ne manufacture pas que des produits sains et qui mène une politique agressive dans de nombreux pays, comme aux Etats-Unis, au Pakistan ou au Nigeria, pour s'approprier des sources d'eau, privant ainsi les populations locales d'eau gratuite sans état d'âme aucun. Après ma visite, il ne me reste qu'une impression de banalité, et d'ennui. Pas de réflexion intéressante sur le thème et les dégustations de chocolat et de raclettes font vraiment cliché. On ne va pas nourrir la planète avec des granules de café, du sel, des tranches de pommes séchées et de l'eau qui sera vendue à prix d'or, ou bien?



IL FAUT LE DIRE...

Un service citoyen pour toutes et tous

Suite à la suppression de l'examen de conscience en 2009, et malgré le fait que le service civil dure une fois et demie plus long que l'armée, le nombre de candidats civilistes ne cesse d'augmenter. Il y a quelques jours, le Conseil national débattait ainsi de l'élargissement des possibilités d'affectation pour ces derniers.

L'augmentation du nombre de jeunes qui optent pour le service civil détermine toutefois un autre débat: celui de l'obligation de servir dans l'armée, relancé en décembre 2013 par les conseillers nationaux Hugues Hiltbold et Mathias Reynard. Le premier constatait que «chaque année, sur les 40'000 jeunes hommes appelés au recrutement, seuls un peu plus de 25'000 sont déclarés aptes au service militaire ou au service de remplacement» et appelait à une réflexion sur le fait que «servir son pays peut se faire sous diverses formes et pas exclusivement par le biais d'un service militaire». Le second soulignait que «si l'on constate une baisse de l'attractivité de l'armée, le service civil connaît un important succès. Ceci prouve que les jeunes ont envie de s'engager pour la collectivité». Il lançait alors l'idée d'un service citoyen obligatoire de courte durée pour toutes et tous, proposition sur laquelle un groupe de travail planche actuellement.

A l'heure où la solidarité et la cohésion au sein de notre société sont de plus en plus fragiles, la question d'un service citoyen, facultatif ou obligatoire, et d'une durée à déterminer, semble plus que jamais d'actualité. Comme le souligne Mathias Reynard, cela permettrait de «renforcer la cohésion nationale, l'intégration de chacun dans la société, la solidarité et le vivre ensemble». En étant actifs dans des domaines comme la santé, le social, l'humanitaire, l'aide au développement ou l'agriculture, les jeunes seraient incités à découvrir d'autres réalités, cultiver leur ouverture d'esprit, et mieux comprendre le sens d'un investissement pour la collectivité. Alors que l'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi devient de plus en plus difficile, le service civil peut aussi représenter une expérience à valoriser. En ce sens, il semblerait fondamental de l'ouvrir à toutes et tous. Plutôt que de s'inquiéter de l'attractivité excessive du service civil, comme le fait la droite, renforçons la plutôt!

Juliette Müller

«Gauchebdo» marque une pause durant l'Ascension. Nous donnons rendez-vous à nos lecteurs et lectrices le 22 mai prochain

SUITE DU REPORTAGE EN PAGE 2

Multinationales et malbouffe pour nourrir notre planète?

SUITE DE L'ARTICLE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE

Nourrir la planète avec McDonald's?

Je visite d'autres pavillons et il faut bien avouer que l'on commence à entrer dans le vif du sujet. Le pavillon de Monaco, construit avec des containers déjà utilisés et qui seront envoyés au Burkina Faso pour devenir un centre de formation pour La Croix-Rouge, évoque les problématiques liées à la gestion des mers et des océans: la surpêche, l'invasion des méduses et la culture des huîtres notamment. Evidemment, ce n'est pas sans lien avec la Fondation Prince Albert II de Monaco, qui soutient des projets concrets d'alternatives à la surpêche. La situation des forêts est aussi exposée avec la problématique du bois utilisé pour faire la cuisine au Burkina Faso, où l'association Entrepreneurs du monde distribue des poêles aux familles pauvres, d'une part pour freiner la consommation de bois et d'autre part pour limiter les risques liés à sa collecte, comme les viols qui touchent essentiellement les femmes, puisque ce sont elles qui sont en charge de ce travail.

Le pavillon français aussi se distingue avec une structure de toute beauté en épice du Jura, qui est garni d'une infinité de voûtes auxquelles ont été suspendus des ustensiles de cuisine du monde entier, des aromates, ou encore toutes sortes d'emballages de produits alimentaires. Un parcours vidéo divisé en trois parties expose les enjeux de l'augmentation de la population en termes d'agriculture mais aussi de consommation et propose une réflexion sur les différentes solutions pour réussir à vivre ensemble. La région Rhône-Alpes est à l'honneur et décline ses productions et ses produits (vins, eaux, tisanes...) de façon ludique, créative et graphique.

D'autres pavillons défilent, la Turquie avec ses épices, son thé et une exposition d'objets de l'époque de l'Empire Ottoman; l'Equateur qui diffuse un film promotionnel sur le pays, au sens large, en reprenant les grandes avancées récentes en termes d'infrastructures et d'éducation notamment mais sans mentionner le Président Correa qui a, tout de même, changé la destinée du pays. Plus loin, dans un autre style, les Pays-Bas ont créé un espace de «food trucks» qui pourrait se retrouver à Paléo, et enfin le pavillon britannique, inspiré de l'activité des abeilles, fusionne haut design et esprit écologiste. Le



De nombreux pavillons ne sont pas encore terminés.

NdS



Les cubes de sel bleu du pavillon suisse.

NdS

pavillon israélien exhibe des panneaux de cultures quasi verticaux qui permettent de gagner en surface de production.

A quand des aides sociales pour les Milanais et les Italiens?

Après toutes ces visites, la tête me tourne et je m'arrête un instant. Mon esprit s'emballe sur le concept même de ces expositions. Bien sûr, il y a des prouesses d'architecture et d'installations. Bien sûr on y apprend beaucoup et on y voyage, mais elles coûtent un argent fou et ne sont pas pérennes. Quand elles sont terminées, toutes les constructions ou presque sont détruites. En 2015, à l'heure où nos ressources, pas seulement alimentaires, s'amenuisent comme peau de chagrin, peut-on encore justifier d'un tel modèle? Sans partir dans des extrêmes, s'il est bon de réfléchir collectivement à la question de comment nourrir la planète quand

nous serons 9 milliards, est-il responsable de le faire dans un format qui engendre gâchis sur gâchis? Les millions dépensés pour construire l'Expo qui sera détruite n'auraient-ils pas pu être utilisés à d'autres fins, comme des infrastructures ou des aides sociales, dont les Italiens en général et les Milanais en particulier, ont besoin? Ou alors si le modèle persiste, ne faudrait-il pas penser en amont à ce que les futurs sites pourraient devenir: campus universitaires, résidences d'artistes, lieux culturels, logements? Et dans ce cas construire pour faire durer, pas comme à Shanghai où des immeubles entiers ont dû être finalement détruits car mal construits au départ? Puis c'est à nouveau le thème principal qui surgit de ma mémoire. La présence de la malbouffe, symbolisée par McDonald's et Coca-Cola, dont les emplacements sont toujours bondés, me laisse songeuse. Certes, «nourrir la



Les containers du pavillon de Monaco seront envoyés au Burkina Faso.

NdS



Dans son exposition «Good food, Good life», Nestlé nous explique comment manger équilibré!

NdS

planète» ne veut pas dire la nourrir correctement, mais quitte à opérer une révolution dans notre consommation, pourquoi ne pas en profiter pour qu'elle aille aussi dans le sens du meilleur? Cela ne passe-t-il pas par la revalorisation et la promotion de la diversité des aliments et des régimes alimentaires et par là même de l'humanité, plutôt que par une standardisation, certes plus facile et économique à gérer en termes de marketing mondial?

Une chose est certaine, si nous ne voulons pas perdre une bonne partie de l'humanité, il va falloir que les choses changent. Pas seulement sur le plan alimentaire, car il y a des gens qui ont faim sous nos latitudes également, mais en termes de partage et de gestion des richesses, des ressources et du climat dont la production agricole est toujours tributaire. De ce futur nous sommes tous responsables. ■

Natacha de Santignac

Les revendications de No Expo éclipsées par le gaz et les flammes

En marge de l'inauguration de l'Expo 2015, des violences ont éclaté au centre-ville lors du défilé du 1er Mai. Le collectif No Expo de Milan avait pourtant appelé à un défilé «joyeux», mais dans un esprit «lucide, furax, rebelle et populaire». Il semble que les casseurs, apparemment venus de toute l'Europe, ont préféré passer de l'esprit à l'action. En effet, en marge d'un défilé qui selon les organisateurs a réuni près de 30'000 personnes, des dizaines de voitures ont été incendiées, des vitrines attaquées et le feu s'est déclaré dans une agence bancaire avec le slogan «Vous nous plumez, aujourd'hui vous payez». Jets de cocktails Molotov et de pierres contre gaz lacrymogènes

ont transformé Milan en zone de guérilla. Les actions des casseurs sèment le trouble et ternissent les revendications pourtant légitimes du collectif. Celles-ci ne font que pointer de vrais dysfonctionnements dans la gestion de l'Expo: intervention de la Mafia, mauvaises conditions de travail, précarisation, présence de multinationales dont l'éthique n'est certainement pas immaculée (Nestlé, Coca-Cola, McDonald's) et également de pavillons représentant des pays dont la politique n'est pas au-dessus de tout soupçon, comme Israël. Les politiques d'austérité imposées par la BCE et le FMI sont notamment dénoncées par le collectif qui voit plus large que l'Expo, car elles pro-

voquent «un massacre social, un pillage des richesses et du «bien commun»». La goutte qui a fait déborder le vase est sans doute la suppression de cette journée chômée du premier mai, notamment pour le personnel de La Scala, où était donnée la première de Turandot de Puccini en clôture de la journée d'ouverture de l'Expo, représentation à laquelle nombre d'invités de prestige étaient conviés. Cela m'évoque l'expression malheureuse de Jean-Pierre Raffarin «La France d'en haut, la France d'en bas». Combien de temps encore les écarts continueront à se creuser en ne prenant pour cible que des voitures? ■

NdS



Le plan pour aider les réfugiés syriens

NATIONS UNIES • L'ONU vient de lancer le plan «3RP». Cela va-t-il conduire à remettre à l'honneur la stratégie humaniste fondée sur les «basic needs»?

Du fait de la guerre en Syrie, il y a aujourd'hui 3,2 millions de réfugiés syriens partis chercher asile hors de leur pays. Ils sont accueillis en grande majorité dans les pays voisins: Liban, Turquie, Irak et Egypte. Leur situation continue à se dégrader et, tout au long de l'année 2014, ils ont été 100'000 à arriver chaque mois dans ces pays. Environ 85% d'entre eux vivent non pas dans des camps organisés, mais sont accueillis par les communautés locales ou dispersés dans les pays qu'ils ont pu atteindre.

Pour leur venir en aide, l'ONU vient de lancer le plan «3RP» ou Regional Refugee and Resilience Plan, prévu pour être appliqué sur une durée de deux ans, en 2015 et 2016. Il fait partie du Cadre global régional stratégique (CRSF) de l'ONU et entre dans le cadre du Syria Humanitarian Assistance Response Plan (SHARP). Le 3RP se caractérise par la volonté de lier l'humanitaire et l'aide au développement: «Il ne devrait pas y avoir de séparation entre l'humanitaire et le développement», affirmait le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon le 1er octobre 2014. Le 3RP s'articule en actions de planification, de promotion, de collecte d'argent, de gestion de l'information et de surveillance. Les actions concerneront les réfugiés, les habitants des Etats hôtes, plus de 150 acteurs de l'humanitaire et du développement, la société civile, et les gouvernements du Liban, de Turquie, de Jordanie, d'Irak et d'Egypte. Le plan consiste en cinq programmes dans ces cinq pays, développés au niveau national en consultation étroite avec les gouvernements. Mais il a aussi une dimension régionale, globale, avec le «3RP Regional Overview» qui coordonne et harmonise l'action au niveau des cinq pays. Il s'agira pour l'ONU d'intervenir dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'hygiène, du logement, de l'éducation, des besoins essentiels, de la cohésion sociale. L'aide se dirigera non seulement vers les individus mais aussi vers les

petites entreprises, pour essayer d'intégrer les réfugiés à la vie économique du pays hôte.

La notion de «besoins essentiels», (*basic needs* en anglais), est une notion clé ancienne de l'ONU. Dans les années 1970, l'organisation mondiale avait suscité beaucoup de réflexions sur cette notion de «besoins humains essentiels». C'était l'idée qu'il fallait répondre aux besoins fondamentaux des êtres humains dans des domaines comme l'alimentation, la santé, le logement, l'éducation, les transports, l'habillement, l'emploi, etc. Cette stratégie consistait à proposer des politiques de développement qui combinent la croissance économique avec la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, et une meilleure distribution des revenus. Il s'agissait de ne plus se limiter à l'objectif de croissance économique car l'on s'apercevait alors que ce n'était pas un indicateur fiable pour évaluer la progression du niveau de vie d'une population. En effet, dans plusieurs pays en développement, le taux de croissance pouvait être élevé mais la pauvreté toujours présente et généralisée. Au sein des Nations unies, c'est l'Organisation internationale du travail (OIT) qui a joué un rôle moteur pour promouvoir cette nouvelle stratégie, à partir de la fin des années 1960. Son Directeur général de l'époque, l'Américain David Morse, a beaucoup œuvré en ce sens. Il a promu une dimension humaniste de l'action de l'OIT et a lancé en 1969 le Programme mondial pour l'emploi, qui est devenu l'incarnation de l'approche «basic needs». Mais le concept a été rapidement abandonné au cours des années 1980, conséquence du retour à l'orthodoxie néolibérale.

Parmi les modalités d'action prévues par le 3RP, il y a aussi l'initiative «No Lost Generation» (NLG – «pas de génération perdue») qui entend prêter particulièrement attention aux domaines de l'éducation et de la protection de l'enfant. En cela, l'ONU peut compter sur la longue expérience

acquise avec le programme UNRWA / UNESCO lancé dès 1949: dès cette époque, l'UNESCO s'est engagée dans une action en faveur de l'éducation des enfants réfugiés palestiniens, dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie. Il s'agissait de permettre à ces enfants d'être scolarisés malgré leur condition de réfugiés. L'UNESCO a mené cette action conjointement avec l'UNRWA, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, créé à cet effet. Malgré les difficultés immenses dues à la situation de tension et même par moments de guerre, le programme éducatif UNRWA / UNESCO a, de sa création jusqu'à nos jours, réalisé beaucoup de choses, mettant sur pied un véritable système scolaire pour les jeunes Palestiniens. Aujourd'hui l'UNRWA, qui existe toujours, est de loin la plus grande agence des Nations unies, avec un personnel de plus de 25'000 personnes, essentiellement des réfugiés palestiniens recrutés localement et œuvrant comme enseignants, médecins ou travailleurs sociaux. Ainsi, l'ONU peut prendre appui sur sa longue expérience d'aide aux réfugiés dans le Moyen-Orient.

Helen Clark, administratrice du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), présidente du Groupe de l'ONU sur le développement, souligne la volonté de promouvoir avec le 3RP «des approches plus intégrées et multi-sectorielles et des stratégies coordonnées et globales» afin d'assurer «la transition entre des réponses humanitaires et le développement durable». Et Antonio Guterres, Haut Commissaire de l'ONU aux réfugiés, affirme que «la situation en Syrie souligne l'urgence d'adapter la manière de travailler ensemble (...) pour trouver des moyens de combiner l'assistance humanitaire et l'aide au développement pour stabiliser la situation et construire une résilience à long terme parmi les communautés hôtes et les réfugiés». Il espère que les leçons tirées de cette crise syrienne serviront pour traiter d'autres enjeux plus tard, notamment pour mieux lier à l'avenir actions humanitaires et d'aide au développement. En effet il a pu souvent être reproché aux actions de l'ONU d'assistance aux populations touchées par une crise de fournir de l'assistance humanitaire ponctuelle mais de ne pas assez préparer un développement sur le long terme. L'ONU a donc beaucoup travaillé pour s'améliorer dans ce domaine: c'est ainsi que la notion de «post-conflict peacebuilding» (construction de la paix post-conflit) est apparue en 1992 dans l'Agenda pour la paix de Boutros Boutros-Ghali, pour compléter celle de «peacekeeping» (simple maintien de la paix) introduite en 1956 à l'ONU par le Canadien Lester Pearson.

Selon l'ONU, il y a aujourd'hui 13,6 millions de déplacés du fait des guerres en Syrie et en Irak. Un défi majeur et un enjeu considérable, que l'ONU entend aborder à bras-le-corps avec le 3RP. Cela va-t-il conduire à remettre à l'honneur la stratégie humaniste fondée sur les *basic needs*? La communauté internationale sera-t-elle disposée à donner à l'ONU un financement suffisant? ■

Chloé Maurel

Chloé Maurel est historienne, spécialiste des Nations unies

Article publié en partenariat avec la revue Recherches internationales (recherches-internationales.fr)

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Les femmes afro de Colombie claquent la porte du Ministère de l'intérieur

Il nous semble important de situer dans le panorama suisse d'autres formes de féminisme. Il ne s'agit pas de présenter une expérience du Sud à soutenir ou une lutte romantique. Il s'agit avant tout d'une lutte dirigée par des femmes qui défendent leur droit à s'autogouverner. Aujourd'hui, nous avons voulu mettre en lumière le combat des femmes afro-descendantes colombiennes de la région du Cauca. En novembre 2014, une centaine de femmes afro-descendantes de cette région se sont rendues à pied à Bogota et ont occupé le ministère de l'Intérieur pour protester contre les titres miniers octroyés par le gouvernement à des multinationales sans consultation de leurs communautés, ainsi que contre les conséquences de l'exploitation minière illégale sur leurs territoires. Une problématique qui touche de nombreuses communautés en Colombie. Un certain nombre de points ont été discutés avec des représentants du ministère de l'Intérieur, mais à ce jour, les résultats se font encore attendre. Le 24 avril dernier, elles publiaient par conséquent le communiqué reproduit ci-dessous, manifestant leur décision de quitter la table des négociations jusqu'à ce que le gouvernement prenne leur cause au sérieux. (Amanda Ioset et Laura Florez)

Aux femmes qui protègent leurs territoires ainsi que leurs filles et leurs fils, Aux protectrices et protecteurs de la vie digne, simple et solidaire

Nous sommes en colère, nous nous sentons fatiguées, manipulées par ce Gouvernement qui ne tient pas parole, ce Gouvernement qui nous manque de respect et nous traite comme des personnes de seconde catégorie. Ce Gouvernement qui parle de Paix, mais qui oublie qu'il n'y a pas de Paix sans protection de la Vie, sans qu'il mette la Vie de tous les êtres au-dessus des intérêts transnationaux. [...] Mais nos vies, celles des gens des communautés, ne comptent pas. Il semblerait qu'elles représentent un grand danger, qu'elles soient cotées en bourse et que moins il y en a, plus il y a de profits pour certains. Tout cela au milieu des manquements du Gouvernement, alors que nous lui avons proposé des actions concrètes. Nous nous rendons compte que ces actions ne l'intéressent pas. Nous n'avons de valeur que quand nous sommes mortes.

Dans le monde entier, des gens savent qu'en novembre passé, nous, des femmes noires travaillant traditionnellement dans les mines du nord du Cauca, nous sommes mobilisées pour protéger la vie et nos territoires ancestraux. Nous avons marché pour dire que l'extraction minière inconstitutionnelle et illégale nous prend nos familles, nous arrache à nos racines, nous vole nos possibilités de continuer à vivre là où nous sommes nées.

Ils savent aussi que nos pas nous ont menés à Bogota et que nous avons tenu une assemblée permanente dans la «Casa de la Giralda» (Bâtiment du Ministère de l'Intérieur, ndlr). Nous avons demandé pourquoi les intérêts économiques passaient avant nos droits et pourquoi l'investissement et la protection de l'initiative privée ont plus d'importance que nos vies.

Les manquements sont systématiques, pourtant les accords sont simples. Vous vous en souvenez? Premièrement: Arrêter toute extraction minière inconstitutionnelle et illégale dans le Cauca. Mais les rétro-excavatrices ne sont pas parties, au contraire. Aujourd'hui, elles sont entrées dans d'autres vallées [...]. Deuxièmement: l'application des accords des années antérieures non respectés, [...] parmi lesquels l'arrêté 005 de 2009 de la Cour Constitutionnelle (relatif aux droits des femmes afro-descendantes au sein du conflit, ndlr). [...] Selon le Gouvernement, il n'y aurait pas de budget pour ça. Pour protéger la vie, il n'y a pas de moyens ni de volonté politique. Pour la guerre sur nos territoires, oui.

C'est la même chose avec le Plan de Protection Intégrale, qui inclut la proposition d'étudier les dommages socioculturels et socio-économiques causés par l'extraction de l'or. Nous avons fait beaucoup d'efforts pour faire des propositions à ce sujet qui n'ont même pas été lues et auxquelles le gouvernement n'a pas répondu. Sa réponse est que nous devons nous habituer à vivre sans savoir comment atténuer et réparer la pollution et les intoxications causées par l'eau chargée de mercure et de cyanure, cette eau que nous buvons, avec laquelle nous nous lavons, nous préparons à manger et lavons les vêtements. Tant de mercure et de cyanure circule déjà dans nos veines. [...]

Nous nous demandons: pourquoi tant de résistance face à ce que nous proposons? [...] Depuis la signature des accords, nous avons fait six réunions, laissant famille et responsabilités de côté, parce que nous croyons le Ministre de l'Intérieur, les vice-ministres des Mines, de l'Environnement et de la Défense, la vice-ministre de l'Intérieur pour la Participation et les Droits humains Carmen Inés Vásquez. Celle-ci ne joue pourtant pas son rôle pour la garantie de nos droits de personnes noires, mais va aux USA [...] pour parler de faire une campagne contre le racisme en Colombie. Nous nous demandons: cette négligence de l'État face à la violation systématique de nos droits en tant que communautés noires n'est-elle pas du racisme?

Le gouvernement convoque des réunions puis les annule d'un jour à l'autre. Il y arrive sans préparation, sans connaître le contexte de la mobilisation et des accords, sans réponses intégrales à nos propositions. Pour nous, cela révèle un manque d'intérêt. [...] Et c'est pour cela que nous nous levons, fatiguées de tant de manipulation. Nous recommencerons à parler seulement quand le Ministre de l'Intérieur et les vice-ministres de l'Environnement, des Mines et de la Défense [...] nous donnerons une réponse sur les chemins concrets pour la garantie de nos droits.

Nous savons également que le gouvernement réserve ce même traitement irrespectueux à beaucoup d'autres personnes sur tout le territoire. Dans ce pays, les plans pour le futur se font sans les communautés noires, sans les communautés indigènes, sans les communautés paysannes, sans les communautés d'en bas. [...]

C'est à nous de construire le présent que nous voulons. Nous devons nous mobiliser ensemble, toutes les organisations syndicales, étudiantes, environnementales, de femmes, les communautés indigènes, noires, paysannes, les enseignants, et toutes les personnes qui protègent et aiment la vie. Nous devons construire une véritable Paix, qui ne sera possible qu'en générant les transformations qui permettent une vie digne pour toutes et tous. [...]

Le territoire, c'est la vie, et la vie ne se vend pas. Elle s'aime et se défend!

Mobilisation des femmes afro-descendantes pour la protection de la vie et des territoires ancestraux



Une révision en faveur du service public

VOTATIONS DU 14 JUIN • La gauche soutient la révision de la loi sur la radio et la télévision qui propose une taxation automatique de tous les ménages.

Que ceux qui veulent en finir avec Billag, la société privée de recouvrement de la taxe radio-TV, ne s'emballent pas. Ce 14 juin, il ne s'agira pas de mettre au rancart cette société honnie par beaucoup pour son pouvoir de débarquer chez vous sans crier gare avec ses inspecteurs. Et pas non plus de lancer un débat sur la qualité de la programmation du service public, qui encombre trop souvent ses écrans de séries anglo-saxonnes ou de sport à gogo. La modification de la loi fédérale sur la radio et la télévision soumise au vote entend plus simplement soumettre désormais tout le monde à la redevance. Pour se justifier, le Conseil fédéral argumente que l'actuelle loi, qui fait payer seulement les ménages et entreprises qui possèdent une radio ou une télévision, n'est plus actuelle, à l'heure où tout le monde possède un ordinateur, un téléphone portable ou une tablette qui permettent d'avoir accès à ces deux canaux. Pour faire passer la pilule, qui doit permettre de rapporter 1,3 milliard de redevance dont 96% iront à la SSR et 4% aux 21 radios et 13 chaînes régionales, le gouvernement a sorti une carotte de sa besace. Cet élargissement de l'assiette des contributeurs, de même que la baisse de la charge administrative pour Billag du fait qu'il n'y aura plus de contrôles, permettra de faire passer la taxe annuelle de 462 francs à 400 francs pour la plupart des ménages. Seront toujours exemptés les bénéficiaires de prestations complémentaires de l'AVS/AI, de même que ceux qui habitent dans un foyer collectif comme un Etablissement médico-social (EMS), une prison ou un foyer d'étudiants. Quant aux entreprises, seules celles qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 500'000 francs paieront la redevance. Ce qui fait que 75% en seront exemptés et qu'au minimum 9% en paieront moins. Toute la gauche soutient la révision. L'AVIVO considère que la réforme est utile pour la défense du service public. Le PS se félicite de la baisse de la redevance pour les

ménages et estime que la révision apportera davantage d'équité en taxant tout le monde et réduira la bureaucratie en supprimant l'obligation de se désinscrire puis de se réinscrire en cas de déménagement. «Le nouveau système va rendre la tricherie impossible et fournir de nouvelles ressources aux télévisions locales», a, pour sa part, expliqué Daniel Bréalz, vice-président de l'Union des villes suisses lors de la conférence de presse du Conseil fédéral le 16 mars dernier. Il a aussi précisé que les entreprises qui avaient entre 1 et 5 millions de chiffre d'affaires paieraient trois redevances ménages. «Quant aux très grosses entreprises qui font 1 milliard de chiffre d'affaires, elles paieront cent cotisations. Le système est donc équitable et relativement généreux pour les entreprises, contrairement à ce que laissent croire les référendaires», a conclu l'écologiste.

La fronde contre le projet du gouvernement, avalisé par les chambres, provient de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), qui a lancé le référendum appuyé par l'UDC, les Vert'libéraux et quelques membres du PLR. Emmenée par son président, l'UDC Jean-François Rime, la faïtière patronale rejette «la création d'une nouvelle taxe» et estime que «le nouvel impôt Billag sur les médias» augmentera rapidement, jusqu'à 1'000 francs. Une allégation que conteste tant Billag que le Conseil fédéral, qui la jugent incompréhensible. L'USAM calcule aussi que les PME devront dorénavant payer 200 millions contre 40 millions actuellement. C'est oublier qu'aujourd'hui, 82% des entreprises ne paient pas la taxe. «Si la loi actuelle était maintenue et strictement appliquée, les milieux économiques devraient payer 500 millions au lieu de 200», relèvent les défenseurs de la révision. Il ne faut pas s'y tromper. Derrière la croisade antifiscale de l'USAM, c'est bien une attaque contre le service public que mène la fédération patronale. ■

Joël Depommier

L'agence «Dublin Tours» démarché le Conseil d'Etat vaudois

Des représentants de l'agence de voyages «Dublin Tours» ont fait une visite surprise au gouvernement vaudois le 19 avril à Lausanne. Ils ont remis aux ministres un prospectus publicitaire proposant une «odyssée de rêve»: «Détente en Erythrée, racket dans le désert libyen, tourisme de l'asile en Méditerranée, spéléologie en Suisse et terminus en Italie... Pour le Collectif R, qui soutient les réfugiés de St-Laurent, l'arrivée de 11'000 rescapés sur les côtes italiennes en une semaine et la mort d'un millier de personnes en Méditerranée montrent l'urgence d'une solidarité internationale. «La poursuite de la politique d'expulsions vers l'Italie est indécente et cynique», juge le collectif, en soulignant que «l'Italie n'est pas en mesure de fournir un hébergement décent et des biens de première nécessité aux réfugiés qui vivent sur son sol. Il est donc illusoire d'imaginer qu'elle puisse donner de véritables garanties à toutes les personnes qui, au nom des accords de Dublin, sont censées y être refoulées.» Le Collectif R organise une manifestation contre les expulsions le samedi 9 mai, rendez-vous à 11h15 devant l'Eglise St-Laurent de Lausanne.



Collectif R

PARTENARIAT

CHANGER COMUNDO

DRZ

COLOMBIE

UNE COOPÉRATION SOLIDAIRE POUR LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

TABLE RONDE avec de nombreux spécialistes de Colombie, Suisse et France

21 mai – FRIBOURG, 18h à l'Université Péroles II
26 mai – LAUSANNE, à 18h30 au Centre Pluriculturel d'Ouchy
27 mai – BERNE, à 18h à AKI
28 mai – MARTIGNY, à 19h30 à la Salle du Vampire
29 mai – COURROUX, à 19h au Barrio Latino-Café du Pont
30 mai – MEYRIN, dès 16h à la Salle Antoine-Verchère

PARTICIPEZ !
Infos : www.e-changer.ch, a.aubry@e-changer.ch

MA SEMAINE DANS LA RÉDACTION...

Lundi, **Eric Stauffer** claque le pognon pour sauver son élection perdue d'avance à Onex. La semaine prochaine la liquidation continue, ils braderont les drapeaux, les fanions et le bus de campagne du MCG.

(...)

Mardi, **«Interstellar»** de Christopher Nolan en dvd, un vrai film amerloque au final: même à des années-lumière d'ici à bord d'un vaisseau engagé dans une mission impossible les méchants perdent et les gentils gagnent, sauf le gentil Noir et le gentil Pakistanais qui sont tués.

(...)

Mercredi, la **RTS** sort les grands moyens pour sa semaine thématique «spécial

islam». Problème par contre pour l'édition de «Passe-moi les jumelles» sur la **Via Jacobi** les splendeurs de l'Irak et de la Syrie, jugée «trop complexe à réaliser en ce moment».

(...)

Jeudi, la **nature** s'est déchaînée comme jamais à Genève. Du jamais vu! On a fermé trois ponts!

(...)

Vendredi, 70 ans que les **nazis** sont partis en **Antarctique** sur la **Lone** dans les limbes de l'Histoire. Le groupe n'a pas survécu au suicide du chanteur après une tournée européenne piteusement achevée dans un bunker.

(...)

Samedi

GAUCHEBDO

**Rafales
Hollande
vendeur
du mois**

Yeg

GAUCHEBDO

ABONNEMENT

La tribune des hommes et des femmes qui résistent, abonnez-vous !

- | | | | |
|---|-----------|--|-----------|
| <input type="checkbox"/> Abonnement au journal papier | | <input type="checkbox"/> Abonnement pdf | CHF 110.- |
| <input type="checkbox"/> Soutien | CHF 250.- | <input type="checkbox"/> Abonnement papier + pdf | |
| <input type="checkbox"/> 1 an | CHF 150.- | <input type="checkbox"/> Soutien | CHF 250.- |
| <input type="checkbox"/> 1 an réduit | CHF 85.- | <input type="checkbox"/> 1 an | CHF 200.- |
| <input type="checkbox"/> 6 mois | CHF 80.- | <input type="checkbox"/> 1 an réduit | CHF 125.- |
| <input type="checkbox"/> 6 mois réduit | CHF 45.- | Si vous souhaitez combiner votre abonnement papier avec le pdf, rendez-vous sur www.gauchebdo.ch/pdf | |
| <input type="checkbox"/> Essai (3 mois ou 12 numéros) | CHF 10.- | | |

Tarif réduit pour apprenti-e-s, étudiant-e-s, chômeur-se-s, AVS/AI. Merci de joindre un justificatif.

Nom : Prénom :

Adresse : NPA - localité :

Téléphone : Courriel :

✂ A renvoyer à **Gauchebdo, Service des abonnements, case postale 168, 1211 Genève 13**

Pour les jeunes POP, les transports gratuits, ça vaut le coût

DÉBAT • Le 27 avril dernier, la toute nouvelle section des jeunes POP vaudois organisait un débat dans le cadre de sa pétition pour des transports publics gratuits pour les étudiants, apprentis et jeunes de moins de 25 ans, déjà forte de 3'000 signatures. Compte rendu.

Ce débat contradictoire mettait en scène deux intervenants de droite, Victor Braune (Jeunes PLR) et Aurore Laager (Vert'libéraux) et deux intervenants de gauche, Andrea Eggli (POP et présidente d'Acidus, association de défense des usagers du service public) et Jean-Louis Sagot-Duvauroux (philosophe français et auteur de plusieurs ouvrages sur la gratuité). Dès le début du débat, les intervenants de droite ont tout de suite soulevé la question du financement. Qui va payer? Pourquoi tous les citoyens devraient payer pour quelque chose qu'ils n'utilisent pas? Ce à quoi Andrea Eggli a répondu que cela était déjà le cas pour beaucoup de choses qui sont financées par l'impôt, comme l'université, l'école, les routes... Quand bien même tout le monde ne possède pas de voiture ou n'a pas forcément d'enfants. «C'est une question de cohésion sociale!», a-t-elle affirmé. D'ailleurs, selon l'Office fédéral de la statistique, le coût de la mobilité en Suisse dépasse les 80 milliards, dont 75% vont pour la route. Pour Andrea Eggli l'impôt reste en outre la manière la plus sociale de contribuer à la société car chacun paye selon ses moyens. Pour Jean-Louis Sagot-Duvauroux, la question se pose en termes de choix de société. En l'occurrence, il s'agit de considérer certaines choses comme suffisamment importantes pour qu'on décide de les offrir non pas selon le porte-monnaie, mais «de chacun selon ses capaci-



De gauche à droite, Victor Braune, Aurore Laager, Gavriel Pinson, Jean-Louis Sagot-Duvauroux et Andrea Eggli.

tés à chacun selon ses besoins». Il a ensuite exposé l'exemple édifiant de la ville française d'Aubagne, qui a fait le choix de la gratuité des transports publics. Outre la réduction du nombre de voitures en ville, et donc de la pollution (imposée aux piétons par les automobilistes), la manière et les rais-

sons des déplacements ont changé. «Les gens voyagent plus pour le plaisir», a-t-il souligné. Relativement à la question du financement, sur laquelle n'ont pas manqué de revenir les intervenants de droite, la présidente d'Acidus a effectué une démonstration édifiante sur ce que coûteraient des

transports publics (bus) gratuits en ville de Lausanne, financés par l'impôt. Pour une personne au revenu imposable de 100'000 francs cela représenterait selon elle une augmentation de 500 francs par année, soit bien en dessous du coût de l'abonnement qui est à 700 francs. Elle a également rappelé la solution qui avait été proposée par le POP mais refusée par tout le reste de la classe politique lausannoise: l'idée d'un péage urbain servant uniquement au financement des transports publics afin de les rendre gratuits. A cet argument imparfait, la vert'libérale Aurore Laager a opposé le suivant, plutôt farfelu: selon elle, il y aurait une corrélation évidente entre gratuité et incivilité. Pour Jean-Louis Sagot-Duvauroux en revanche, la gratuité supprimant de facto la fraude, la «criminalité» dans ce domaine serait réduite de 100%. Qui peut en dire autant? Et d'ajouter que cela libère les tensions et rend l'atmosphère beaucoup plus agréable. Cela permet aux personnes de s'inventer de nouvelles raisons de voyager. Le mot de la fin est revenu à notre camarade popiste et conducteur retraité des transports publics lausannois, Johan Pain: «Il faut inciter les gens à utiliser les transports publics et il n'y a pas de meilleure façon que la gratuité. Les transports publics ont un rôle social, ils permettent aux gens de se rencontrer, de se parler et d'apprendre à vivre ensemble.» ■

Céline Misiego

Françoise Casciotta est la première citoyenne de la Mère commune

LE LOCLE • Dans son discours d'intronisation, la nouvelle présidente du législatif a évoqué les licenciements et le taux de chômage élevé dans la ville des Montagnes et dénoncé les causes de l'augmentation des inégalités dans une société d'abondance.

La popiste Françoise Casciotta a été élue présidente du législatif de la ville du Locle. Son discours, très réaliste dans le bon sens du terme, mérite un détour. Notre époque «est, semble-t-il, celle de la prospérité, celle du bien-être, celle de la haute technologie à tout niveau. La société n'a jamais produit des richesses aussi importantes. Cependant, elle n'a jamais engendré une insécurité et des inégalités aussi profondes. Dans cette société où l'on produit, où l'on construit, où la puissance économique et financière domine l'être humain, celui-ci continue de vivre dans un sentiment d'insécurité», a exprimé la nouvelle présidente. Pousant plus loin la description du monde actuel, elle a souligné avec intensité que «des peuples se déchirent, arment leurs citoyens pour tuer et détruire. La dureté de l'actualité nous décrit tous les jours les scènes de désolation et d'horreur qui se déroulent dans le monde et nous dresse une liste tragique de familles décimées, rompues parfois à tout jamais. L'homme ne sait décidément



La popiste accède au perchoir du Locle pour la seconde fois. Pablo Fernandez

pas tirer de leçons de l'histoire, sa mémoire est-elle si courte?» Elle a ensuite rendu hommage aux femmes kurdes, militantes et mères de famille, qui défendent envers et contre tout la démocratie et salué les milliers de migrants qui, chaque jour, tentent de fuir la guerre ou la misère et qui sont honnis de certains. La Locloise ne nie pas les différences: «Elles existent, et c'est tant mieux. Elles doivent simplement être sources d'ouverture et de progression. Elles sont finalement la grande richesse de l'humanité.» Et de souligner avec conviction que nous avons tous le droit au respect. Revenant à notre pays, Françoise Casciotta a parlé des difficultés sociales auxquelles la population est confrontée, en soulignant que, ici également, des hommes et des femmes sont à la peine. Elle a porté une critique à l'Union Européenne qui a pris le chemin de l'austérité en contraignant les peuples à faire toujours plus de sacrifices, et souligné le fait que les jeunes sont particulièrement laissés pour compte. A propos du chômage, la présidente a évoqué les personnes sans emploi qui sont trop souvent stigmatisées, rejetées, prises dans une spirale à

laquelle il leur est difficile d'échapper. Elles s'est montrée préoccupée par l'évolution du taux de chômage et de l'aide sociale, avec des répercussions financières devenant lourdes à porter pour la collectivité. Dans sa ville du Locle et dans la région, plusieurs entreprises ont annoncé des licenciements. Elle explique cette situation par un système marqué par le productivisme à outrance, qui représente un fiasco incontestable au niveau humain. «L'hyperconsommation d'un côté de la planète et le manque de l'essentiel de l'autre est inacceptable. Ce système capitaliste est incapable de dispenser les richesses de manière équitable, au contraire, il semble fait uniquement pour accentuer les inégalités, son seul objectif étant le profit. Il ne se soucie en rien de l'environnement, du bien-être des habitants de cette planète», a poursuivi la nouvelle présidente. Et de conclure son message en espérant que «la poignée de main historique entre Barack Obama et Raul Castro soit le symbole de cette année 2015, pour un monde décidé à prendre le chemin de l'ouverture et de la tolérance». Françoise Casciotta, de nature optimiste, reste convaincue «qu'en travaillant ensemble, dans le respect de l'autre et avec une écoute attentive, le monde a toutes les chances d'aller dans le bon sens afin de laisser malgré tout un digne héritage aux générations futures. Elle a terminé ironiquement par «un syllogisme aussi absurde qu'empreint d'humour noir. Il n'est pas de Socrate, mais peut-être d'un locataire du Château: le Haut n'aura bientôt plus d'hôpital. Tout malade une fois ou une autre a besoin de se faire soigner dans un hôpital. Donc, réjouissons-nous, il n'y aura plus de malades dans le Haut.» ■

Alain Bringolf

La politique popiste marque des buts

LAUSANNE • Dans le quartier des Boveresses, un club de foot soutenu par le municipal Marc Vuilleumier a redonné le sourire à nombre d'habitants.

Le 27 octobre 2003, le quotidien *24 Heures* titrait «Délinquance et violence des jeunes à Lausanne». La situation dans le quartier des Boveresses, dont la population compte 37,6% de jeunes de moins de 16 ans, est alors pour le moins critique. La ville décide d'engager un éducateur de rue en vue de proposer des activités sportives dans les quartiers. Selon ce même éducateur, la situation est aujourd'hui très calme en regard de celle de 2003. Que s'est-il passé pour ce changement ait lieu? Le projet de centre sportif porté par le municipal Marc Vuilleumier y est sans doute pour quelque chose. Fêru de sport et soucieux de la qualité de vie de ses concitoyens, celui-ci rencontre alors la population de cette portion de la ville afin de savoir ce qu'elle pense être faisable et ce qu'elle souhaite pour son terrain de football alors vétuste et laissé à l'abandon. A la rédaction du contrat de quartier, le manque d'infrastructures environnantes (vestiaires, gradins, buvette) est pointé du doigt. Un rafraîchissement de toutes les structures existantes et la construction d'une buvette, d'un vestiaire, et de gradins sont alors entamés et aboutissent à ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom du «Centre Sportif de Praz-Séchaud». Les habitants du quartier s'approprient rapidement les lieux en étoffant le «FC Boveresses», qui comptait 40 membres en 2007. Cette association compte aujourd'hui 260 membres de 35 nationalités différentes pour 14 équipes, dont trois sont exclusivement féminines, et une école de football. Ces chiffres témoignent de façon éloquent de la popularité dont jouit le

club au sein du quartier ainsi que des quartiers environnants, puisque certains habitants des quartiers voisins d'Epalinges et de la Sallaz s'y investissent également. Les juniors du club fréquentent le terrain aussi en dehors des heures d'entraînement, ce qui les éloigne de la délinquance et de la violence. Selon les habitants du quartier de Praz-Séchaud, ce club est une aubaine car il leur permet de «se retrouver et d'être toujours sûrs d'y rencontrer quelqu'un», notamment grâce à la buvette, qui réunit les parents autour du terrain de jeu de leurs enfants. L'appellation «FC Praz-Séchaud» leur tient également à cœur, car ils peuvent s'identifier à cette structure de quartier en tant que produit de leur «terroir».

Un match avec des requérants de l'EVAM

Symbole de mixité, d'ouverture et de tolérance, le club est allé jusqu'à organiser un match amical contre l'équipe nouvellement créée de l'EVAM, constituée de migrants logeant dans le centre d'accueil de Praz-Séchaud. Afin de pouvoir organiser des matchs pour les plus grands, la municipalité se penche maintenant sur un projet de terrain synthétique qui pourrait accueillir des rencontres selon les standards exigés par la fédération de football locale. En attendant l'aboutissement de cette dernière étape, les hauts de la ville peuvent déjà se targuer d'habiter un voisinage plus paisible, soudé et animé. Saluée par les autorités et les autochtones, la politique du POP a marqué un but. ■

CMo

Article paru dans *Résistance*

Grand marché aux puces
Renens, place du Marché, samedi 23 mai 2015 de 9h à 15h
et foire aux livres
Bar - Risotto ticinese à midi
Organisation: POP Fourmi rouge

Sous les averses, un déluge de critiques politiques et un flot de revendications syndicales

PREMIER MAI - Malgré une pluie persistante, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté pour la justice sociale et le refus de toute exclusion dans une cinquantaine de localités du pays. Tour d'horizon des prises de paroles.

Malgré une pluie persistante, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans plus de 50 localités du pays pour la justice sociale et le refus de toute exclusion. «Justice sociale – Pas d'exclusion», tel est en effet le slogan sous lequel l'Union syndicale suisse (USS) a placé les manifestations de ce 1er Mai. L'USS refuse que les ressortissants étrangers et les bénéficiaires de l'aide sociale ou de l'AI soient exclus de la société. Elle demande au contraire des salaires équitables, des rentes suffisantes et de bonnes conditions de travail, ainsi que des emplois stables et l'égalité salariale entre femmes et hommes.

La plus grande manifestation du 1er Mai a eu lieu à Zurich. Le président du Syndicat du personnel des transports (SEV), Giorgio Tuti, a critiqué «Prévoyance vieillesse 2020» devant 10'000 manifestants. Selon lui, ce projet va même dégrader encore plus les prestations de l'AVS, en relevant l'âge de la retraite des femmes et en remettant en question la compensation du renchérissement. «Cela, nous ne pouvons pas l'accepter! Il est par contre temps d'améliorer les rentes. C'est pourquoi nous exigeons un supplément de 10% sur les rentes de l'AVS.»

«C'est le petit peuple et les salariés qui devront payer»

A Romanshorn, le président de l'USS, Paul Rechsteiner, a dénoncé «ce que l'on veut nous faire passer comme devant découler de la crise financière, soit de nouvelles baisses d'impôts, encore plus importantes pour les entreprises, moins de protection pour les travailleurs et travailleuses, aucune mesure contre la sous-enchère salariale – alors que le risque a encore augmenté à cause de la surévaluation du franc – et le démantèlement de l'Etat, c'est-à-dire le démantèlement des prestations publiques. Et c'est le petit peuple et les salariés qui devront payer.»

A Bâle, la coprésidente d'Unia, Vania Alleva, a condamné la lutte des classes déclenchée par les dominants: «Toujours plus de marché, une inégalité toujours plus extrême, cela entraîne encore plus d'exclusion. Le résultat est un combat inhumain de tous contre tous. Ceux qui sont socialement les plus faibles passent à travers toutes les mailles du filet de la sécurité sociale. Les travailleurs et travailleuses âgés, les personnes peu formées et les migrants sont massi-

vement discriminés sur le marché du travail. Les sans-papiers et leurs familles sont éjectés de la société.» Contre cela, les syndicats, a-t-elle ajouté, se battent pour que les énormes fortunes soient assujetties à l'impôt, pour qu'il y ait égalité salariale entre les femmes et les hommes, et contre toute nouvelle discrimination.

«Le franc livré aux spéculateurs»

A Sion, Aldo Ferrari, membre du comité directeur d'Unia, a évoqué les problèmes causés par la votation du 9 février 2014 sur le financement de l'AVS et des assurances sociales: «Les partisans de l'initiative contre l'immigration de masse ont menti à la population sur les conséquences du vote du 9 février 2014.» Aldo Ferrari a relevé que la remise en question des accords bilatéraux voulue par ces milieux précipite la Suisse et ses assurances sociales, l'AVS en tête, dans de très graves problèmes. Il a ensuite martelé que «les fossoyeurs de l'AVS ne sont pas ceux qui veulent une hausse des prestations, mais bien ceux qui ont décidé de fermer les frontières et par là empêchent les migrants de financer les retraites».



A Genève, 1'500 personnes ont participé au 1er Mai. «Il est nécessaire de construire un véritable front de lutte capable de battre en brèche l'austérité et toutes les oppressions que porte en lui le capitalisme comme la nuée l'orage.»

Demir Sönmez

«La violence des attaques de nos adversaires doit nous rappeler la nécessaire radicalité de notre lutte»

A Genève, dans une prise de parole devant le monument dédié aux Brigadistes, Alexander Eniline, président du Parti du Travail, a rappelé le sens du 1er Mai.

ALEXANDER ENILINE Nous sommes réunis ici devant le monument à la mémoire des Brigadistes, ces héros qui se sont battus aux côtés de la République espagnole et contre le fascisme, contre la réaction, pour la démocratie, pour la justice sociale, pour le socialisme, et souvent ont donné leur vie pour cette cause. Ils resteront à jamais un exemple vivant d'internationalisme et une source d'inspiration pour nous. A leur retour, ils furent persécutés par la Confédération. En se retranchant derrière la «neutralité», la Suisse officielle cachait mal le fait qu'objectivement elle était du côté de Franco.

Le symbole même qu'incarne ce monument nous force aujourd'hui à penser à un autre 1er Mai, ailleurs sur la planète. En Ukraine, le pouvoir en place a interdit la célébration du 1er Mai. Nos camarades du Parti communiste d'Ukraine se voient menacés d'être tabassés, peut-être à mort,



Dans la manifestation du 1er Mai genevois. «Jamais des demi-mesures ne sauront suffire», a souligné Alexander Eniline, président du Parti du Travail.

DS

par les milices néonazies, si jamais ils osent manifester malgré tout, ce qu'ils se sont engagés de faire. Ce pays, qui bénéficie d'un soutien sans faille de l'Occident au nom d'intérêts géopolitiques, interdit

désormais les symboles communistes, prétend d'interdire le Parti communiste, mène une guerre contre son propre peuple, persécute ceux qui luttent pour les droits des travailleurs, réhabilite ceux qui durant la

Deuxième Guerre mondiale ont pris fait et cause pour Hitler et ont participé avec un zèle tout particulier à ses crimes, permet aux néonazis de porter les armes et de semer la terreur et leur donne des postes de haut rang dans les ministères. Comme les Brigadistes naguère, les communistes ukrainiens ont besoin aujourd'hui de notre solidarité.

Mais il n'est à vrai dire pas étonnant que le gouvernement fascisant ukrainien à la soldé des oligarques haïsse tout ce que représente le 1er Mai. Car qu'est-ce que le 1er Mai? Il y a un peu plus d'un siècle, en 1913, Rosa Luxemburg le définissait ainsi: «L'idée brillante, à la base du 1er Mai, est celle d'un mouvement autonome, immédiat des masses prolétariennes, une action politique de masse de millions de travailleurs qui autrement aurait été atomisée par les barrières des affaires parlementaires quotidiennes, qui n'auraient pour l'essentiel pu exprimer leur volonté que par le bulletin de vote, l'élection de leurs représentants.» Cette formule reste entièrement juste aujourd'hui et rappelle opportunément ce qu'est le 1er Mai: une

journée d'unité et de lutte, un rappel utile au pays de la «paix du travail» où le 1er Mai a trop souvent tendance à s'institutionnaliser, à devenir un rite parmi d'autres, et à perdre quelque peu par là son tranchant révolutionnaire, que pourtant nous ne devons jamais laisser s'éteindre.

Ce tranchant révolutionnaire et de lutte de classe, nous devons moins que jamais laisser s'éteindre, puisque nos adversaires, eux, sont à l'offensive et essaient de nous imposer une politique de régression sur toute la ligne. Le patronat mène une politique agressive, sans aucun égard à un quelconque «partenariat social», d'attaque contre tous les droits des travailleurs, pour la baisse des salaires, l'extension des horaires de travail, la flexibilisation à outrance. La droite suisse et genevoise conduit un véritable démantèlement social, de destruction du très peu de protection sociale qui existe en Suisse et qui a été obtenue en des décennies de luttes. Je pense tout particulièrement au «Paquet Berset» et à la véritable casse des retraites que ce conseiller fédéral préten-

dument «socialiste» essaye d'imposer... qui ne sera que la prémisse d'un démantèlement encore plus brutal et d'ores et déjà prévu par la droite. La droite, sous prétexte d'une dette publique qu'elle a elle-même sciemment créée, met en place une politique d'austérité drastique, de destruction de services publics absolument indispensables, le tout pour le seul bénéfice d'une toute petite poignée de privilégiés. Nous devons combattre cette régression organisée dans l'unité et la détermination.

Mais la radicalité même, la violence des attaques de nos adversaires de classe doit nous rappeler la nécessaire radicalité de notre lutte à nous et sa finalité. Qu'il soit néolibéral ou régulé, le capitalisme restera le capitalisme, un système nécessairement fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Jamais il ne sera social. Jamais des demi-mesures ne sauront suffire. Ainsi que l'avait dit Rosa Luxemburg: «Or le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime.» Tel était, tel doit demeurer le sens du 1er Mai. ■

D'Athènes à Séoul, en passant par New York, les travailleurs manifestent à travers le monde

Comme chaque année, le 1er Mai a été l'occasion pour les travailleurs et travailleuses du monde entier de manifester et faire part de leurs revendications. Tour du monde.

A Athènes, alors que le gouvernement Tsipras poursuit de difficiles négociations avec l'Union européenne, ce sont environ 13'000 manifestants qui se sont rassemblés dans la capitale grecque, scandant des slogans anti-austérité.

A Berlin, près de 20'000 personnes se sont réunies près de la porte de Brandebourg à l'appel des syndicats, avec pour mot d'ordre la lutte contre la précarité salariale. Dans le quartier Kreuzberg, 40'000 personnes se sont également réunies au traditionnel «Myfest», fête populaire contre la violence et les discriminations organisée par les habitants du quartier.

En Italie, ce n'est pas la capitale qui a attiré l'attention lors de ce 1er Mai, mais la ville de Milan, qui accueille l'exposition universelle depuis vendredi. A l'appel du collectif «No Expo», près de 30'000 personnes ont défilé dans les rues pour protester contre l'exposition (lire en page 2). Des militants des black blocs se sont attaqués à coups de bâtons et de cocktails Molotov aux «symboles du capitalisme», comme les banques et les firmes multinationales.

Violences policières subies et dénoncées aux Etats-Unis, en Turquie et en Corée du Sud

A Istanbul, bravant l'interdiction du gouvernement conservateur turc de manifester place Taksim, les protestataires se sont heurtés aux forces de police dont les pouvoirs ont été élargis depuis peu. Vingt-quatre personnes auraient été blessées lors de ces affrontements entre les manifestants et les forces de police, et celles-ci recensant par

A Berne, Corrado Pardini, membre du comité directeur d'Unia, a attaqué la décision de la Banque nationale de «livrer complètement le franc aux spéculateurs. Cela coûtera beaucoup d'emplois et bouleversera l'existence de milliers de familles.»

«La frontière suisse est à Lampedusa»

A Fribourg, Christian Levrat, le président du Parti socialiste suisse, a plaidé pour un engagement plus fort de la Suisse dans la politique d'asile européenne: «Ce qui se passe sur la mer Méditerranée est inacceptable; et cela concerne la Suisse. La frontière sud de notre pays n'est pas à Chiasso. En matière de migration et d'asile, grâce à Schengen et Dublin, elle est à Lampedusa!» La solidarité a occupé beaucoup de place dans le discours de Christian Levrat, et pas seulement en ce qui concerne la politique d'asile. Ainsi, en parlant du monde du travail, le président du PS a réclamé une meilleure protection des travailleurs âgés: «Il n'est pas admissible, dans notre riche Suisse, qu'à partir de cinquante ans, il faille craindre de perdre son emploi.»

Afin d'améliorer leur situation, il propose de mettre en place une meilleure protection contre les licenciements, un droit à la formation continue et une rente-pont. «A toujours compter sur l'autorégulation, rien ne se passe», regrette Christian Levrat. Cela se vérifie très bien en matière de discrimination salariale féminine, alors que l'article constitutionnel garantissant l'égalité des sexes fête ses 34 ans. «La droite a fait la démonstration de l'inefficacité de ses recettes», dénonce le président du PS. «Année après année, ce sont quelque 7,7 milliards de francs qui sont soustraits aux femmes salariées, ce n'est plus acceptable!» Et le président de demander des mesures contraignantes pour que l'article constitutionnel et la loi sur l'égalité ne restent pas que des vœux pieux.

«Je fais un rêve: que les salariés à partir d'aujourd'hui s'unissent»

A Genève, le 1er Mai avait pour mot d'ordre «Nos emplois, nos salaires, nos retraites: unissons-nous!» «Les attaques se multiplient contre les conditions de travail, les retraites, le service public, contre tout ce que nous appelons le bien

ailleurs deux cent trois arrestations.

Aux Etats-Unis, si les principales revendications étaient d'ordre social et économique, à New-York et à Austin au Texas, le 1er Mai était aussi l'occasion de manifester contre les abus d'officiers de police. Cette dénonciation fait suite à la mort de Freddie Gray le 19 avril dernier à Baltimore. Le jeune homme de 25 ans avait été violemment brutalisé par la police, et une aide médicale, demandée à deux reprises, lui avait été refusée. Motif de l'interpellation et de la garde à vue: la possession d'un couteau, pourtant parfaitement légal. Sa mort s'ajoute à celle de Michaël Brown à Ferguson en août dernier, d'où la colère des manifestants.

A Manille, quelques 10'000 travailleurs ont manifesté dans la capitale philippine. Le salaire minimum est de 481 pesos, soit 9,61 euros, par jour. De plus, une loi autorise les contrats d'une durée inférieure à six mois, ces employés se voyant privés de certains avantages réservés aux employés réguliers. Afin de montrer leur mécontentement, les ouvriers ont brûlé une statue à l'effigie de Benigno Aquino III, le président philippin.

A Séoul, plus de 100'000 personnes se sont rassemblées selon les syndicats. Le président de la Confédération coréenne des syndicats (Korean Confederation of Trade Unions) a déclaré que les travailleurs parviendraient à faire pression sur l'administration de Park Geun-hye pour qu'il cesse sa répression du travail. Le droit du travail et la mauvaise gestion du désastre du ferry Sewol, qui avait fait 304 morts le 16 avril 2014, étaient les principaux sujets de mécontentement. Les forces de police sud-coréennes ont tenté de disperser la foule au moyen de gaz lacrymogènes et de canons à eau. ■

Mélissa Henry

PARTENARIAT



Sur la base du marxisme! Appel du Parti suisse du Travail pour la journée internationale des travailleurs

C'est aujourd'hui que des milliers de personnes du monde entier sortent dans la rue. C'est aujourd'hui que l'on se rappelle que le capitalisme signifie l'exploitation de l'homme et de la nature. C'est aujourd'hui que l'on se rappelle que le choix que nous est le choix entre socialisme ou la barbarie.

Dans la lutte contre la barbarie et pour le socialisme, nous nous attachons aux conditions de vie et aux intérêts objectifs des gens. Les personnes touchées par la crise, le racisme et la xénophobie doivent se battre pour leurs intérêts. Le PST-POP considère qu'une de ses tâches principales est de les mobiliser pour la lutte commune. De ce fait, la lutte extra-parlementaire, tout comme le renforcement de l'organisation et de la disponibilité au combat du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux, sont des éléments centraux de notre travail.

Il ne s'agit pas seulement d'une réforme de l'économie, de l'Etat ou des structures sociales, pour éliminer les effets négatifs du capitalisme. Il s'agit de transformer la société. Pour cela, le Parti suisse du Travail se fonde sur les bases du marxisme. Notre but est la construction d'une société nouvelle, socialiste, c'est-à-dire la nationalisation des principaux secteurs de l'économie (notamment les banques), une économie qui fonctionne pour le bien de toutes et tous et non pour le profit de quelques-un-e-s et une démocratie réellement populaire, à partir des lieux de travail, où le pouvoir appartient vraiment au peuple et non à quelques lobbies privés. Mais nous ne voulons pas en rester là. Notre idéal est la société communiste, c'est-à-dire une société sans classe, dans laquelle la vie a un sens pour tout le monde, dans laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme, la domination et l'aliénation sont supprimées et où l'équilibre écologique est reconstruit.

Les valeurs de cette société seront l'égalité des droits, le respect mutuel, la paix et l'absence de contrainte et de misère. Dans ce sens, nous sommes un parti révolutionnaire, qui se distingue de tous les autres partis politiques en Suisse. Cette révolution sociale sera le résultat d'un long combat d'un large mouvement populaire, qui restera fidèle aux principes de l'unité et de la solidarité entre les travailleurs et travailleuses du monde entier. C'est pourquoi la solidarité internationale est une valeur fondamentale du Parti suisse du Travail. Nous nous opposons aux guerres impérialistes. Nous condamnons toute tentative d'imposer l'hégémonie néo-coloniale et de s'approprier les ressources qui appartiennent aux peuples.

Vive le 1er mai, la journée internationale des travailleurs!

Parti suisse du Travail
1er mai 2015

Secrétariat national PST-POP / PdA / PöSd
CP 533 • 3000 Bern 22 • Tél. 078 804 68 64 • secretariat@pst.ch • www.pst.ch • www.pda.ch • www.pds.ch

Lausanne: non au travail sous la pluie!



«Nous ne voulons plus travailler quand il neige ou quand il pleut», «le bétail est mieux traité dans ce pays». Ce 1er mai, sous les averses, le jour était bien choisi pour exprimer une des principales revendications des maçons, travailleurs du second œuvre et de l'artisanat vaudois. A l'appel d'Unia, près de 400 d'entre eux, selon le syndicat, se sont rassemblés sous une tente à la Place de Centrale de Lausanne pour dire «Stop au travail en cas d'intempéries!»

Neel Labrador / «Evénement syndical»

Genève: libertaires et stagiaires non rémunérés des Nations Unies



A Genève, un tronçon libertaire étoffé de quelque 150 «autonomes» s'est fait remarquer dans le défilé du 1er Mai, qui a été rejoint aussi par une cinquantaine de stagiaires des Nations Unies du mouvement récemment créé «Pay your interns».



DS

Il y a quarante ans, le Vietnam est libéré

HISTOIRE • Avec la libération de Saigon le 30 avril 1975, le Vietnam est libre de toute emprise étrangère pour la première fois en cent vingt ans. L'historien Alain Ruscio restitue la résistance d'un peuple lors des deux guerres qui ont ravagé le pays dans la seconde moitié du XXe siècle.

«**G**rande joie en France... Au lendemain de la conclusion des accords de Genève le 20 juillet 1954, qui marquent la fin de la guerre d'Indochine, *l'Humanité* ne titre pas dans la nuance... Mais il y a là une vérité incontestable: cette guerre, menée à l'autre bout du monde, pour des intérêts géostratégiques détestables, était effectivement impopulaire. Ces accords prévoyaient une partition provisoire du pays, au niveau du 17^{ème} parallèle. Il devait y avoir des élections générales dans les deux années qui suivaient. Mais Washington n'en a jamais accepté les clauses. L'encre de Genève n'était pas encore sèche que, déjà, la première puissance du monde transformait en frontière cette ligne de démarcation, dans le silence (géné ou complice?) de la diplomatie internationale. C'est dès ce moment qu'a commencé la «seconde» guerre. Le régime de Saigon, dirigé par un anticommuniste intransigeant, le catholique Ngo Dinh Diem, mène une répression – et même une chasse à l'homme – féroce. Le délai de juillet 1956 passe, sans que les élections ne soient préparées, ni même envisagées. A Hanoi, le régime, empêtré dans une réforme agraire calquée sur le modèle chinois, n'a pas assez d'autorité pour les imposer. Il faut se rendre à l'évidence: la réunification pacifique, même à moyen terme, est désormais un leurre. Au Sud, de premiers maquis se forment plus ou moins spontanément. En décembre 1960 naît un Front de libération nationale du Sud (FNL), officiellement indépendant, en fait lié à la République démocratique du Vietnam par des liens humains, politiques et militaires. Le nouveau président américain, John Fitzgerald Kennedy, fait du Vietnam, avec Berlin et Cuba, un des enjeux majeurs de la guerre froide. Il ne cédera pas un pouce aux «communistes». Sous sa présidence, le flux d'hommes et de matériel s'accroît. Dès 1961, les premiers pilotes américains participent aux combats. Kennedy assassiné, son successeur, Johnson, poursuit la même politique. Et même l'aggrave.

Deux fois plus de bombes que durant la Seconde Guerre mondiale

En février 1965, prenant prétexte d'un incident dans le golfe du Tonkin, le nouveau président accélère l'envoi des «boys». Surtout, il décide de déclencher un premier bombardement sur le Nord. Sans



30 avril 1975, la foule se précipite sur les chars du viêt-cong qui paradent près du palais présidentiel.

aucun mandat international, Washington attaque un Etat souverain. Dès lors, tout le complexe militaro-industriel américain est mobilisé. En tout, de 1964 à 1973, 3 millions de soldats américains sont envoyés sur le terrain, mettant en action une immense puissance de feu. L'aviation américaine larguera deux fois plus de bombes que la totalité de celles utilisées durant la Seconde Guerre mondiale, dont le terrible napalm et les armes chimiques (agent orange). Un autre aspect est l'exportation du conflit vers le Laos, puis le Cambodge, qui avaient été relativement épargnés lors de la phase française.

Pourtant, cette machine de guerre subit un recul. La manifestation la plus spectaculaire est la vaste offensive du Têt, en 1968, qui voit les soldats révolutionnaires occuper durablement des régions entières, des villes symboliques (Huê), et menacer même l'ambassade des Etats-Unis à Saigon. La carte de guerre américaine, malgré la dis-

proportion des moyens, est en dégradation permanente. La première cause de cette situation est de toute évidence l'incroyable capacité de résistance des populations locales. L'obstination à ne pas céder devant la force mécanique surprend tous les observateurs. En face, les alliés de Washington, régimes minés par la corruption, sans soutien populaire, sont évidemment incapables de créer une mystique comparable. Le Nord est, de fait, la plaque tournante de cette résistance. C'est de là, par exemple, que part la fameuse piste Hô Chi Minh, ravitaillant en armes, surtout chinoises et soviétiques, les autres fronts. Au sol, la jungle devient partout un cauchemar pour les «boys», comme en a témoigné tant de fois, par la suite, le cinéma américain. La guerre aérienne se révèle, elle aussi, un échec.

Aux Etats-Unis même, une crise sans précédent affecte le pays. Des manifestations, parfois violentes, ont lieu dans les principales villes. Dans le

reste du monde, les opinions, bien informées par des télévisions qui couvrent leur première grande guerre, se mobilisent avec une ampleur exceptionnelle. Partout dans le monde, le nom de Hô Chi Minh est clamé avec ferveur, ceux des dirigeants américains honnis. Richard Nixon succède à Johnson (1969) en promettant un désengagement. Il rapatrie effectivement les «boys», tout en renforçant les régimes locaux pro-américains. C'est la «vietnamisation». Début 1968, enfin, l'administration américaine accepte le principe d'une conférence internationale, qui se tient à Paris. Les deux principaux négociateurs, Henry Kissinger et Le Duc Tho, font des concessions qui amènent à la signature d'accords (janvier 1973). Les Etats-Unis se désengagent formellement, mais tentent de continuer à porter à bout de bras les régimes amis. C'est un échec. Privée de l'encadrement américain, l'armée de Saigon se révèle vite faible face au dynamisme révolutionnaire. Les affrontements armés continuent. Chacun sent bien que l'accord de 1973 n'aura été qu'une parenthèse. En janvier 1975, l'ultime offensive commence. L'édifice sudiste était encore plus vermoulu que ce que pensaient ses adversaires. En quelques semaines, il s'effondre, abandonné par ses chefs, puis par ses soldats et fonctionnaires. Le 30 avril 1975, presque trente années après les premiers coups de feu, les révolutionnaires sont maîtres de l'ensemble du pays.

Historique, la date d'avril 1975 l'est sans aucun doute pour les principaux protagonistes. Pour le Vietnam, c'est la première fois, depuis cent vingt années, que la totalité du pays est libre de toute emprise étrangère. Pour les Etats-Unis, cette défaite sera durablement traumatique. Mais la signification profonde de l'événement dépasse largement ce cadre bilatéral. La plus grande puissance du 20^{ème} siècle s'est révélée incapable, malgré les moyens énormes employés, de briser un mouvement révolutionnaire, soutenu par l'opinion mondiale et bénéficiant de l'aide des pays socialistes. Certes, l'évolution des relations internationales, rapide, qui suivit, ne confirma pas l'optimisme des milieux anti-impérialistes. Il n'empêche. Le monde n'était plus tout à fait le même avant et après la victoire du Vietnam. ■

Alain Ruscio

Article paru dans *l'Humanité*

«J'ai vécu la libération depuis les geôles de la dictature de Thieu»

TÉMOIGNAGE • Pour Tran To Nga, la prise de Saigon par les communistes fut aussi une délivrance personnelle pour cette résistante viêt-cong. Son combat se poursuit aujourd'hui contre les producteurs de l'agent orange. La dioxine étant responsable de la mort de sa première fille.

Les geôliers de la prison de Saigon ont commencé à manifester les premiers signes de nervosité dès le mois de janvier. La fin est proche, ils le savent. En ce début d'année 1975, il n'y a guère que la CIA pour croire que le Sud-Vietnam peut encore tenir un an. «Les gardiens de la prison étaient tous très soucieux de leur avenir et se demandaient que faire lorsque les Viêt-cong arriveraient», se souvient Tran To Nga. Agent de liaison du Front national de libération du Sud-Vietnam, la résistante est arrêtée à Saigon, le 10 août 1974. Cinq mois durant, elle tait tout. Même sous la torture, même enceinte de sa seconde fille. L'administration pénitentiaire fait venir sa grand-mère afin de la convaincre d'avouer. Elle l'exhorte à garder le silence: «Devant la mort, le tigre laisse sa peau. L'homme laisse sa réputation, m'a-t-elle dit alors», se rappelle celle qui interrompt son cursus universitaire afin d'emprunter la fameuse «piste Hô Chi Minh», deux mille kilomètres impraticables à travers les montagnes, la jungle et les hauts plateaux, incontournables pour s'infiltrer vers le sud.

Tran To Nga accouche en prison le 24 décembre 1974 et continue de se préparer à toutes les éventualités. La vie dans le maquis laisse des traces. Après une marche de cinquante-cinq jours, le 30 avril, les troupes communistes du général Giap prennent Saigon, le régime sud-vietnamien s'effondre. «Cette nuit-là, les bruits d'obus se sont intensifiés sur la ville. En tant que combattante, je sentais la libération approcher.» Sans doute n'est-elle pas tout à fait insensible au romantisme révolution-



Tran To Nga devant les photos de ses filles, l'une née dans le maquis, l'autre en prison. Olivier Donnars

naire qui émane du classique *Et l'acier fut trempé*, de Nicolas Ostrovski, sur la révolution d'Octobre. Au petit matin du 30 avril, les femmes sortent pour la toilette. Tran To Nga croit son heure venue. Les archives lui donneront raison: ordre avait été donné de l'éliminer. Vers 9 heures, une longue sirène retentit. Les prisonnières sont priées de regagner leur cellule. Tran To Nga prépare deux sacs: l'un avec les vêtements et le biberon de sa petite fille de quatre mois, l'autre avec des poèmes et des chansons écrits derrière les barreaux. Avant le départ, un silence de plomb pèse sur la prison. Au loin, des bombardements ajoutent à la gravité du moment. Tran To Nga s'agrippe, elle, au grillage de sa cellule et observe les gardiens brûler des documents. Leur

chef est en pleurs; quelques minutes avant la fuite, la peur se lit sur tous les visages. «J'ai crié aux autres prisonnières: ils sont partis! Chantez! Toutes les filles me suppliaient d'arrêter. Moi, j'ai entonné des chants révolutionnaires!»

A peine libérée, la militante aperçoit les premiers *bo doi*, ces soldats de l'armée régulière viêt-minh. Elle cherche sa mère, également résistante, qu'elle ne retrouvera jamais. Elle se dirige alors vers la maison de son grand-père. Ce jour-là, Saigon est sous les nuages, les rues sont désertes. Un motard l'arrête et lui propose de la conduire où elle désire: «Au Vietnam, avant ce jour, tout le monde était méfiant. Mais, dès les premières heures de la libération, les cœurs se sont ouverts.» Des soldats de l'armée de la République du Vietnam (ARVN) frappent aux portes pour demander protection. «J'ai longtemps rêvé du bonheur que pourrait apporter la réunification... malheureusement, nous n'avons pu leur apporter ni la sécurité ni la liberté ni la paix. J'ai encore mal quand j'y repense», dit-elle, les yeux en larmes en évoquant les camps de rééducation.

Tran To Nga aime à dire que, du temps de la résistance, la montagne révélait le caractère profond de chaque être humain. Du haut de ses soixante-treize ans, elle n'a rien perdu de sa ténacité.

«Je vois un nuage et je suis trempée par une sorte de poudre liquide»

Elle tente aujourd'hui un procès aux vingt-six multinationales de la pétrochimie, dont Monsanto et Dow Chemical, engagées dans la produc-

tion de l'agent orange, déversé par l'aviation américaine. «Je venais d'arriver dans le maquis, je n'avais pas beaucoup d'expérience de la guerre. Les arbres avaient déjà été dépouillés de leurs feuilles, mais nous étions à mille lieues d'imaginer que cela avait aussi des conséquences sur notre santé. Un jour, j'entends un avion survoler la zone. D'habitude, les engins américains se contentaient de passer. En sortant, je vois un nuage et je suis trempée par une sorte de poudre liquide. Je suffoque, je tousse. De retour dans l'abri, ma mère me gronde. C'est surtout ça qui me tracasse alors.» Nga est exposée une seconde fois à la dioxine lors d'une marche de quinze jours. Les effets sont terribles. Sa première fille, née en 1968, a la peau qui part en lambeaux quelques jours après la naissance. Viêt Haï cesse de grandir et respire de plus en plus difficilement. Nga pense payer une «mauvaise action dans une vie antérieure». Sa fille est condamnée par une malformation cardiaque et meurt à dix-sept mois. Ses deux autres enfants souffrent respectivement d'alpha-thalassémie, une maladie du sang, et de chloracné, qui affecte la peau. Nga porte les mêmes stigmates, incrustés sous sa chair, et dans les poumons. Des maladies typiques qui figurent sur la liste de l'Académie nationale des sciences de Washington comme étant liées à l'agent orange. Selon Tran To Nga, il en va désormais de «la dignité de tous les vivants». ■

Lina Sankari

Article paru dans *l'Humanité*